



OBSERVATOIRE STRATÉGIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

ROZA OTOUNBAEVA OU L'INTERMÈDE DU SALUT NATIONAL EN KIRGHIZIE

(AVRIL 2010-NOVEMBRE 2011)

PAR DAVID GAÜZERE ,

Journaliste indépendant

Expert sur la Kirghizie et le Kazakhstan

Spécialiste de l'Asie centrale et du Caucase post-soviétique

21 décembre 2011

ROZA OTOUNBAEVA OU L'INTERMEDE DU SALUT NATIONAL EN KIRGHIZIE (AVRIL 2010-NOVEMBRE 2011)

Par David GAÜZERE / Journaliste indépendant, Expert sur la Kirghizie et le Kazakhstan, Spécialiste de l'Asie centrale et du Caucase post-soviétique

Le 1^{er} Décembre 2011, la Présidente intérimaire de la Kirghizie a transmis à l'issue d'une cérémonie d'investiture ses fonctions au nouveau Président récemment élu, Almazbek Atambaev, clôturant ainsi la période intérimaire dans laquelle était placé le pays depuis la révolution d'Avril 2010.

Même si les problèmes de fond sont loin d'être réglés, l'intermède assuré par Roza Otounbaeva a permis à la Kirghizie de retrouver une certaine stabilité politique, économique et sociale, après avoir connu une période de traumatismes profonds. La Présidente intérimaire, en personne expérimentée de la vie politique locale et de la diplomatie, a joué un rôle capital dans le rétablissement de la paix et de la légitimité de l'Etat de droit dans son pays, ainsi que dans sa promotion au sein de la communauté internationale.

LE RETABLISSEMENT DE L'ETAT DE DROIT ET L'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE

Au soir du 7 avril 2010, la situation politique était partout critique en Kirghizie et la situation économique et sociale restait des plus exsangues. La moindre étincelle pouvait allumer à tout moment le feu de la guerre civile et aboutir à la partition du pays. Le dictateur déchu, Kourmanbek Bakiev, parvenu au pouvoir après la révolution des tulipes en mars 2005, ne manquait pas régulièrement de le rappeler, déclenchant d'avril à juin 2010 plusieurs tentatives de déstabilisation du nouveau pouvoir depuis son fief, situé dans le Sud du pays.

L'emprise du nouveau pouvoir semblait donc dans les premiers mois n'être que partielle, le Sud échappant toujours au contrôle de Bichkek. Restaurer la légitimité perdue et bénéficier le plus rapidement possible du soutien populaire aux quatre coins du pays étaient donc devenus le premier objectif affiché du gouvernement provisoire.

Pour ce faire, Roza Otounbaeva et les vainqueurs du 7 avril ont décidé d'écrire et de proposer au peuple par référendum une nouvelle Constitution, se voulant garante de l'équité et de la séparation

des trois pouvoirs, puis d'installer un calendrier électoral aboutissant progressivement au retour du cadre légal, prévu pour la fin de l'année 2011.

Publiée le 26 Avril 2010 à partir de travaux et de discussions menés entre des responsables de partis politiques et des experts juridiques et constitutionnels sous la direction d'Omourbek Tekebaev, la nouvelle Constitution garantit une stricte séparation des pouvoirs, diminue le poids du Président de la République, en augmentant la place du Parlement dans la vie politique institutionnelle kirghize :

- Le statut du Président de la République est ainsi réduit à un rôle honorifique. Le Président ne fait que nommer le Premier Ministre et ne peut même plus nommer seul, sans l'aval du Parlement, les grands administrateurs de l'Etat. Son mandat dure 5 ans et n'est plus renouvelable qu'une fois. Sa rémunération ne provient que de son propre salaire. Tout pouvoir de véto lui est enfin retiré. Pour redorer le statut abîmé du Président de la République, Roza Otounbaeva a d'autre part de sa propre initiative décidé de démissionner de son parti politique, afin de se rendre au service de tous ses concitoyens (1).
- Le Parlement voit inversement ses pouvoirs renforcés. Le parti majoritaire à la Chambre ne peut plus obtenir seul plus de 50 % des sièges, même en cas de majorité absolue.
- Les préfets et les maires sont élus et siègent à la tête de conseils, dont ils ne sont plus que des porte-paroles.
- 10 des 13 membres de la Commission Electorale Centrale, jusque-là choisis par le Président de la République, sont désormais désignés par des partis politiques et des organisations non-gouvernementales (2).

Parallèlement à la mise en place de la Constitution, le nouveau pouvoir politique en quête de légitimité a mis en place le calendrier des prochaines élections législatives et présidentielles. Les élections législatives ont eu lieu le 10 octobre 2010 et les élections présidentielles, le 30 octobre 2011.

L'organisation de ces élections était particulièrement remarquable dans un contexte où rien ne souriait encore au nouveau pouvoir dans le Sud de la Kirghizie (faible emprise de Bichkek face à une administration locale rebelle et éloignée de la culture du droit, présence de réfugiés et de laissés-pour-compte sans foyer après les pogroms interethniques, méfiance de la communauté internationale...). Ces élections demeurent donc les premières à avoir été totalement libres et transparentes d'Asie centrale. Elles ont ainsi donné des résultats divers, traduisant la fracture

politique et culturelle entre le Nord, russifié et européenisé, et le Sud, conservateur et religieux, du pays.

- Les élections législatives ont donné l'avantage au parti nationaliste sudiste Ata-Jourt, composé d'une grande partie de proches de l'ancien dictateur, originaires pour la presque totalité du Sud du pays (3). Ce Sud, démographiquement plus peuplé que le Nord du pays, s'illustre par une mentalité plus conservatrice et goûtant peu aux changements politiques d'avril 2010.
- La Présidente de la République a donc dû ensuite gouverner en cohabitation avec un parti politique majoritaire et hostile à sa politique. Qui plus est, la coalition en place depuis octobre 2010 reste fragile et en proie à de nombreuses dissensions davantage personnelles que politiques. Toujours est-il que pour la première fois des partis politiques sont entrés au Parlement et leur rapport de force équilibré les oblige désormais à travailler ensemble à des solutions pour l'avenir du pays dans un cadre légal. Ainsi, pour la première fois, l'opposition politique en Kirghizie peut aussi librement s'exprimer par le canal parlementaire.
- Les élections présidentielles ont, au contraire, redonné l'avantage au camp présidentiel face au Sud, désormais divisé entre deux candidats locaux. Les positions nationalistes et belliqueuses des deux candidats du Sud ont jeté comme un seul homme la majorité des Kirghiz dans les bras du parti au pouvoir, modéré et s'adressant à toutes les régions et les communautés du pays (le candidat présidentiel n'a pas pour autant obtenu la majorité des voix dans le Sud du pays) (4). Ces résultats prouvent le désir de préserver la stabilité retrouvée pour une majorité de Kirghiz, toutes ethnies et confessions confondues.
- Enfin, le choix de la Présidente de la République sortante de ne pas se représenter représente un fait inédit et encouragent dans une région plutôt habituée aux longs règnes de dirigeants despotiques, népotiques et corrompus et à leurs successions héréditaires.

Le gouvernement provisoire s'est enfin illustré par sa volonté - certes encore inachevée - de rétablir l'entente intercommunautaire mise à mal par les événements du premier trimestre 2010. Ses actions, encore limitées sur le terrain, n'en sont pas moins significatives. Des logements pour les victimes des événements d'Och sont en construction et sont censés loger toutes les familles de victimes sans aucune distinction ethnique (5). Les jugements des émeutiers doivent aussi, théoriquement, obéir à la même éthique impartiale, au nom de laquelle chaque avocat doit être libre de pouvoir défendre le client de son choix. Sur place, dans le Sud, durant l'été 2010, les actions décidées à Bichkek étaient cependant peu ou pas du tout relayées, du fait d'une administration

locale frondeuse et non encore épurée regroupée derrière le Maire d'Och, Melis Myrzakmatov. Ainsi, les victimes kirghizes ethniques ont presque toutes exclusivement bénéficié des nouveaux logements, tandis qu'au même moment les avocats kirghiz des victimes ouzbèkes étaient régulièrement agressés par des nationalistes de leur propre ethnie, les accusant d'être des « traîtres » (6). Il semblerait qu'avec la reprise progressive du contrôle de Bichkek sur le Sud et la multiplication des enquêtes internationales, la situation ait depuis évolué vers plus d'impartialité.

L'administration des *oblasti* (provinces administratives) a, pour cette raison, aussi dû être réformée. Mais, contrairement aux régimes précédents qui révoquaient systématiquement tous les anciens gouverneurs de province dès leur arrivée, le gouvernement provisoire a plutôt décidé d'opérer un tri sélectif en fonction des compétences de chaque gouverneur. Ainsi, certains gouverneurs, en place sous le régime de Bakiev, ont été maintenus. Par ailleurs, un système de concours basé sur la méritocratie et les compétences a été mis en place pour le choix des cadres de la haute administration d'Etat (7). L'administration locale avait enfin été remaniée dans les *oblasti* du pays, à l'exception toutefois de celles du Sud. Là, le nouveau pouvoir préférait ne rien changer dans l'immédiat, soucieux d'éviter tout risque de sécession. D'autant que le dictateur déchu comprenant en juin 2010 qu'il ne parviendrait plus à se rétablir par la force à Bichkek, espérait désormais se retrouver à la tête d'un Etat dissident dans le Sud du pays. Il pouvait en cela compter sur la loyauté de nombreuses administrations locales dans les trois *oblasti* méridionales et agiter l'épouvantail des rivalités interethniques.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE D'OCH

Les événements d'Och, à l'instigation de l'ancien Président, se sont exactement déroulés d'après le scénario que lui-même et son clan avaient préparé du 10 au 14 juin 2010 et ont sérieusement ébranlé les positions déjà fragilisées du gouvernement provisoire.

Les violences interethniques ont causé la mort de 470 à 2 000 personnes, essentiellement parmi la minorité ouzbèke. Un certain nombre de questions sans réponses sur ces violences se sont ensuite posées tant à Bichkek qu'au niveau de la communauté internationale. Qui fut à l'origine d'un tel déchaînement de haine et pour quelles raisons ? Pourquoi le gouvernement provisoire a-t-il laissé la situation s'envenimer, voire l'aurait-il encouragée ?

Aujourd'hui, d'un point de vue général, les réponses sont plus claires. Les partisans de l'ancien dictateur, nombreux et actifs dans le Sud du pays, ont été à l'origine des émeutes et les plans du scénario étaient déjà affichés dès le 19 mai, lors de l'entretien téléphonique enregistré à leur insu

entre le fils de Kourmanbek Bakiev, en fuite à l'étranger, et son oncle, resté dans le Sud du pays, d'où il coordonnait toutes les tentatives de déstabilisation, ayant toutes jusque-là échoué (8). Le terrain sur place était aussi favorable à un tel embrasement. La présence d'une forte communauté ouzbèke, majoritaire dans certains cantons du Sud de la Kirghizie et où les sentiments séparatistes sont développés et, en réaction, le nationalisme exacerbé de certains Kirghiz locaux ne pouvaient que mettre au défi les autorités de Bichkek, encore peu formées à l'exercice du pouvoir et disposant de peu de relais locaux dans la région. Qui plus est, une frange très minoritaire et non démocrate du gouvernement provisoire, originaire du Sud du pays et disposant de sympathies locales dans l'armée, a « appuyé » les nationalistes kirghiz dans leurs exactions, de peur de perdre le peu de contrôle politique qui leur restait encore dans la région (9).

Cette situation, pouvant basculer à tout moment en un conflit ouvert, plaçait dans une position très inconfortable l'écrasante majorité du gouvernement provisoire et la présidente kirghize, d'autant plus que le soutien des militaires sur place était, bien entendu, loin d'être acquis. Bien au contraire, des défections avaient lieu et, sous l'uniforme de l'armée, des soldats originaires du Sud préféraient recevoir leurs ordres des chefs nationalistes de leur région d'origine, plutôt que de Bichkek.

Peu et mal informée, la communauté internationale a, dès les premiers instants, rejeté l'entière responsabilité de ce massacre sur les seuls Kirghiz ethniques et a accusé le gouvernement provisoire d'inaction, voire de complicité. Plusieurs rapports ont plus tard démontré une réalité bien plus complexe (10). Il est vrai qu'à la base de ce jugement, très simpliste, se trouvent certaines réalités. La minorité ouzbèke a largement été la plus touchée par le nombre de victimes, de blessés et de destructions. C'est un fait. Dans les villes, les maisons individuelles basses et pour beaucoup sommairement construites des *mahalla* (quartiers) ouzbèkes étaient bien plus vulnérables que les immeubles mieux défendus et essentiellement occupés par les Kirghiz. Ce constat toutefois ne doit pas faire oublier qu'un certain nombre de victimes se trouve aussi dans l'autre camp, chez les Kirghiz, et que des provocations ont eu lieu de part et d'autre. Autre point, si le gouvernement provisoire s'est montré peu actif dans la résolution de cette crise, les raisons en incombent surtout à son impuissance et à son absence de relais efficaces sur le terrain parmi l'administration locale et l'armée. Forcer l'état des choses aurait pour sûr signé la fin de l'unité nationale en Kirghizie et créé un début de conflit ouvert et complexe entre Bichkek et les différents protagonistes locaux eux-mêmes en opposition les uns aux autres dans le Sud. Un scénario de zone grise à la « bosniaque » ou à l'« afghane » aurait alors eu des conséquences funestes pour toute l'Asie centrale et au-delà. Attendre et envoyer simplement la Présidente en émissaire à Och pour apaiser les esprits pourraient paraître à courte vue comme une décision lâche et machiavélique face aux violences locales et laisser, en effet, penser à une caution du gouvernement provisoire aux massacres. Faute d'être

idéale, cette décision semblait avec du recul être pourtant la plus judicieuse et la seule pouvant garantir le maintien de l'unité nationale et de la stabilité régionale. L'agression d'Aigoul Ryskoulova, la ministre des Affaires sociales, lors de sa visite dans le Sud le mois suivant et les complicités locales dans cette affaire ont démontré que, même la paix revenue, le gouvernement provisoire ne contrôlait encore que *de facto* la région (11). Il a fallu attendre la fin de l'année 2010, pour que les élections législatives d'octobre, remportées par les nationalistes sudistes, rétablissent un climat de confiance au Sud et permettent au gouvernement provisoire de remplacer progressivement et sans heurts les chefs locaux dans l'armée et l'administration locale.

ROZA OTOUNBAEVA ET LE RETOUR A LA STABILITE

Une fois la situation rétablie dans le sud et les partisans de l'ancien dictateur affaiblis, le gouvernement provisoire pouvait dorénavant orienter les priorités de son action en direction de la stabilisation économique et sociale et de l'insertion de la Kirghizie dans les organisations régionales.

La situation économique et sociale, déjà très critique à la veille de la révolution d'avril, s'était depuis encore dégradée en raison de l'embargo économique décrété par les Etats voisins et des violences dans le sud. La corruption gangrénait d'autre part tous les pans de la société et était le premier fléau de l'Etat, sur un fond de paupérisation des fonctionnaires. La première mesure prise par les nouvelles autorités s'est donc adressée aux enseignants et aux médecins, aux salaires traditionnellement les moins élevés de la fonction publique, puis aux retraités, qui ont vu leur salaire ou leur pension s'accroître significativement (12).

Par le simple fait d'être la première femme dirigeante d'Asie centrale et de par son fort tempérament, la présidente kirghize s'est par ailleurs immédiatement placée au-dessus de la mêlée des intrigues et des coups bas de ses collègues masculins en politique. Cette situation lui a permis d'assurer l'arbitrage de divers conflits politiques et, par ce biais, d'imposer peu à peu les jalons du règne de l'Etat de droit et du recours aux voies de contestation légales dans le pays.

Par ses nombreuses tournées à l'étranger, Roza Otounbaeva a aussi dû faire preuve de persuasion vis-à-vis de la communauté internationale. Il lui fallait rassurer pour garantir les investissements étrangers en cours dans le pays et en trouver d'autres pour redresser l'économie kirghize. Louer l'apprentissage de la démocratie et du parlementarisme dans une région qui le méconnaissait renvoyait donc forcément à l'étranger une image séduisante et attractive. La stabilisation politique du pays et l'action du nouveau pouvoir à l'étranger ont permis un nouveau départ de l'économie,

grâce notamment aux résultats encourageants du secteur minier et de l'énergie hydro-électrique en 2011 (13).

Face aux Etats voisins apeurés par l'arrivée d'un système politique novateur en Asie centrale et à l'embargo instauré à la suite des événements d'avril 2010, le nouveau pouvoir politique kirghiz a dû partout convaincre de ses bonnes intentions. Il lui fallait aussi renouer le lien avec la Russie, interrompu depuis la brouille entre Moscou et l'ancien dictateur datant de l'hiver 2010. Pour ce faire, Bichkek a continué de coller à son voisin kazakh et à la Russie en matière de projets de coopération régionale : maintien de la Kirghizie dans l'Organisation de coopération de Shanghai, intégration à l'Union douanière eurasiatique, renforcement de la lutte commune contre le terrorisme et le narcotrafic et fermeture programmée de la base américaine de Manas pour 2014 (14). Il lui fallait aussi retrouver une image d'interlocuteur présentable à l'international, notamment dans un Occident trompé par sa méconnaissance de la Kirghizie et par l'image trompeuse et séduisante de stabilité et de légitimité renvoyée jusque-là par l'ancien régime à l'extérieur.

LA CORRECTION D'UNE IMAGE DEGRADEE A L'INTERNATIONAL

La révolution d'avril 2010 et les événements de juin 2010 à Och ont en effet durablement - et malheureusement souvent à tort - dégradé l'image de la Kirghizie à l'étranger. Roza Otounbaeva a donc dû sans cesse durant son court mandat intérimaire arpenter la planète pour faire reconnaître un gouvernement provisoire encore en absence de légitimité, expliquer, dialoguer, rassurer et convaincre les différents partenaires internationaux de la Kirghizie des changements positifs en cours à Bichkek et de la nécessité de les encourager. Au moment de la révolution, la communauté internationale a été, à l'exception de la Russie, surprise par les événements à Bichkek et l'Occident continuait encore à traiter avec l'ancien pouvoir, à ses yeux toujours légitime. Les Etats-Unis, suivis par une Union européenne timide, étaient peu informés des membres et des intentions du nouveau pouvoir politique (15). Les pogroms interethniques d'Och et les déformations médiatiques nées à leur sujet en Europe ont ensuite prolongé le climat de suspicion de l'Occident vis-à-vis des nouvelles autorités politiques kirghizes. Puis, la nécessité de la Présidente de devoir cohabiter avec une opposition parlementaire nationaliste et aux positions intransigeantes n'a pas non plus facilité son action de séduction à l'extérieur du pays (16).

Pourtant, l'adoption en juin 2010 de la Constitution qui apporte depuis à la Kirghizie un système parlementaire, l'écoute donnée aux différents partis et acteurs politiques locaux et la remise en route d'un processus électoral redonnant progressivement la légitimité au nouveau pouvoir ont fini

par persuader la communauté internationale de croire dans le vent nouveau qui souffle désormais à Bichkek et de soutenir Roza Otounbaeva dans ses efforts d'instauration de la démocratie politique et de retour à la stabilité économique en Kirghizie.

Force est de reconnaître que les deux coups de force qu'a connus la Kirghizie en mars 2005 et avril 2010 ont nui à son image de stabilité à l'international et réduit les investissements étrangers dans le pays. A l'issue du mandat intérimaire de Roza Otounbaeva, les problèmes de fond que rencontre la Kirghizie ne sont certes pas réglés. La pauvreté reste endémique, notamment au Sud, et l'économie souffre toujours de son enclavement et de son absence de perspectives, demeurant engluée dans une corruption ambiante en dépit des campagnes anti-corruption répétées menées par les nouvelles autorités.

Roza Otounbaeva a eu cependant le mérite d'avoir su redonner de la stabilité et du crédit à un pays menacé de décomposition à son arrivée au pouvoir l'an dernier. Elle a enfin permis à la Kirghizie d'expérimenter un système politique novateur en Asie centrale, en rupture totale avec l'ancien pouvoir autoritaire et toujours d'actualité dans les républiques voisines. Elle a su redonner un cadre politique à son pays et, en faisant le choix de se retirer volontairement de la Présidence, elle a prouvé au monde que l'Asie centrale était capable de connaître un autre avenir que celui prédéfini par des dictateurs autoritaires, népotiques et corrompus.

Le nouveau président de la République, Almazbek Atambaev, hérite donc de l'héritage aussi noble et globalement positif que lourd à porter de son prédécesseur. La stabilité retrouvée de la Kirghizie et le renouveau de sa crédibilité sur la scène internationale dépendront sans nul doute de sa capacité de les préserver en refusant toute tentation du pouvoir personnel. S'il y parvient, le pari de l'installation de la démocratie sera alors gagné en Kirghizie. Sans minorer les risques se posant à son action à l'intérieur et à l'extérieur du pays, il peut néanmoins compter dans sa tâche sur des soutiens de plus en plus nombreux parmi la jeunesse, instruite à l'heure d'internet et active, et sur de nouvelles forces politiques en développement, bâillonnées ailleurs en Asie centrale. La Kirghizie se trouve donc aujourd'hui à un tournant de son Histoire et à la croisée de plusieurs chemins. Les Kirghiz, toutes ethnies et confessions confondues, doivent procéder à des choix importants pour leur avenir. Mais, ils peuvent désormais les faire dans un climat de paix, puisque la Présidente sortante, au prix d'un énorme travail doublé d'une certaine dose de courage et de ténacité, est parvenue à les éloigner de l'abîme vers lequel ils étaient inexorablement aspirés. ■

- 1- *Constitution 2010 de la République Kirghize*, Bichkek, 26 avril 2010, <http://www.24.kg/konstitucija2010/72880-proekt-konstitucii-kr-2010-goda.html>
- 2- *Ibid.*
- 3- *Commission Centrale Electorale de la République Kirghize*, Bichkek, 11 octobre 2010, <http://www.shailoo2010.kg/ru/gasshailoo.html>
- 4- *Commission Centrale Electorale de la République Kirghize*, Bichkek, 30 octobre-01^{ier} novembre 2011, http://www.shailoo.gov.kg/index.php?module=news&page=VYBORY_PREZIDENTA_KYRGYZSKOY_RESPUBLIKI_Svedeniya_ob_uchastii_izbirateley_v_vyborah_na_1900_VYBORY_PREZIDENTA_KYRGYZSKOY_RESPUBLIKI_Svedeniya_ob_uchastii_izbirateley_v_vyborah_na_1900&pagelang=ru ;
http://www.shailoo.gov.kg/index.php?module=news&page=VYBORY_PREZIDENTA_KYRGYZSKOY_RESPUBLIKI_Predvaritelnye_rezultaty_VYBORY_PREZIDENTA_KYRGYZSKOY_RESPUBLIKI_Predvaritelnye_rezultaty&pagelang=ru
- 5- « Na louge Kyrgyzstana, Dlia Postradavchikh V Mejtnitcheskom Konflikte, Stroit'sia 34 Jilykh Doma / Dans le sud du Kirghizstan, 34 immeubles d'habitation sont construits pour les victimes du conflit interethnique », *K-News*, 26 octobre 2011, <http://www.knews.kg/ru/society/4980> - L'auteur ne précise pas toutefois qui des Kirghiz et des Ouzbeks en ont bénéficié.
- 6- VAL'SAMAKI A., « Ourok Iz Ochskikh Sobytiï Ne Izvletchen, Govoriat Pravozachtchitniki / La leçon des événements d'Och n'est pas retenue, disent les défenseurs des droits de l'homme », *Azattyk*, 9 juin 2011, http://rus.azattyq.org/content/osh_events_2010/24229262.html
- 7- Témoignages rapportés par divers stagiaires en poste dans l'administration présidentielle et dans différents ministères kirghiz.
- 8- Cf. l'entretien téléphonique enregistré à leur insu le 19 mai 2010 entre Maksim Bakiev et son oncle, Djanich Bakiev, <http://www.youtube.com/watch?v=UTeKQRMYSa> ; <http://www.youtube.com/watch?v=ZolZJUA8B80&feature=related>
- 9- GAÜZERE David, « Au sud kirghiz, les liaisons dangereuses », *Mediapart*, Paris, 8 juillet 2010, <http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/080710/au-sud-kirghiz-les-liaisons-dangereuses>
- 10- Cf. les rapports d'Amnesty International « Partial Truth And Selective Justice : The Aftermath of The June 2010 Violence In Kyrgyzstan », *Rapport d'Amnesty International*, Décembre 2010, <http://www.amnesty.org/en/library/asset/EUR58/022/2010/en/2e04ab9b-73e6-46a1-98d7-563198e7255e/eur580222010en.pdf> et de Human Rights Watch « Where Is The Justice ? Interethnic Violence In Southern Kyrgyzstan And Its Aftermath », *Human Rights Watch*, 16 août 2010, <http://www.hrw.org/fr/reports/2010/08/16/where-justice> . Ces deux rapports restent, à mon avis, les plus objectifs et éclairants sur la situation complexe dans le sud du pays. D'autres rapports ont bien sûr été depuis rédigés, notamment le « célèbre » rapport de la Commission d'Enquête Internationale sur la Kirghizie menée par le député européen Kimmo Kiljunen (http://www.kic.org/images/stories/kic_report_english_final.pdf). Mais, ces derniers rapports, tout en fournissant une analyse utile et détaillée de la situation, ont rendu des conclusions souvent hâtives, partiales et discutables, éloignées du souci de la recherche d'objectivité des premiers rapports d'Amnesty International ou de Human Rights Watch, faute d'un examen suffisamment équitable et approfondi des doléances des multiples parties prenantes du conflit et d'une connaissance scientifique suffisante du terrain.
- 11- « Kirghizstan : Une ministre frappée par des manifestants dans le sud », *AFP*, 20 août 2010, http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALEqM5gUv8CMxy60QpiafAsgz5a6B_oz6Q
- 12- Cf. le site du Président kirghiz actuel, A. Atambaev - <http://www.atambaev.kg/ru/rezultaty> ou encore le site du Ministère des Finances de la Kirghizie - http://www.un.org/News/fr-press/docs/2011/Conf111122-ROZA_OTUNBAYEVA.doc.htm
- 13- « Osnovnye Pokazateli Sotsial'no-Ekonomitcheskogo Razvitiia Kyrgyzskoï Respoubliki v Ianvare-Noiobre 2011 g. / Les principaux indicateurs du développement socio-économique de la République Kirghize de janvier à novembre 2011 », *Comité National des Statistiques de la République Kirghize*, Bichkek, 8 décembre 2011, <http://www.stat.kg/rus1/express.pdf> ; *Communiqué de presse de la Conférence de presse de la Présidente du Kirghizistan Roza Otunbayeva*, Organisation des Nations Unies, New-York, Novembre 2011, http://www.un.org/News/fr-press/docs/2011/Conf111122-ROZA_OTUNBAYEVA.doc.htm
- 14- « Kirghizistan : La base US maintenue jusqu'en 2014 (présidente kirghize), *Agence d'information RIA Novosti*, 23 novembre 2011, <http://fr.rian.ru/world/20111123/192097514.html> ; TYNAN D., « Kyrgyzstan : The End Of An Era At Manas Air Base », *Eurasianet*, 27 octobre 2011, <http://www.eurasianet.org/node/64396>

15- Au moment des événements du 7 avril 2010, Maksim Bakiev, le fils de l'ancien dictateur Bakiev se trouvait aux Etats-Unis, où quelques temps plus tôt, il avait tissé de solides amitiés avec le Pentagone et des parlementaires américains autour des retombées lucratives de la base américaine de Manas, SOULTANOV K., « V Kirgizskouiou Revolioutsiiou Podlili Kerosina / On a versé du kérozène dans la révolution kirghize », *Kommersant'*, Moscou, 4 mai 2010, <http://www.kommersant.ru/doc/1364001> . A partir du 7 avril 2010, les capitales occidentales, jusque-là rassurées par la stabilité de l'ancien régime et peu regardantes sur ses nombreuses entorses au respect des droits de l'homme, avaient adopté une politique de prudence doublée d'une certaine frilosité vis-à-vis des nouvelles autorités kirghizes et ce jusqu'aux élections législatives du 10 octobre 2010. S'apercevant alors que la Présidente de la République était fragilisée par la victoire du parti nationaliste et sudiste Ata-Jourt, l'attitude des capitales occidentales s'était ensuite transformée en un soutien plus affirmé pour Roza Otounbaeva avec le regret implicite de ne pas l'avoir fait plus tôt, par simple méconnaissance des réalités locales.

16- Après octobre 2010, alors que la Présidente faisait tout son possible pour promouvoir l'image de modèle de démocratisation de son pays dans la région, le parti Ata-Jourt sapait systématiquement ses efforts par des votes de décisions et de lois au Jogorkhou Kenech (Parlement), jugées rétrogrades à la fois par une majorité de Kirghiz et par la communauté internationale (lois sur l'islamisation de la sphère publique, <http://www.islamnews.ru/news-68661.html>, choix déplorable de l'interdiction de retourner en Kirghizie pour le chef de la Commission d'Enquête Internationale sur la Kirghizie, Kimmo Kiljunen, http://www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=37982&tx_ttnews%5BbackPid%5D=27&cHash=7b7794102b378c1e0b88d67b23d65ad8), tentative de contrôle du Jogorkhou Kenech sur la chaîne TV publique n°5, <http://www.knews.kg/ru/politics/4956> . La Présidente a plusieurs fois opposé son veto à certaines décisions de cet ordre, notamment à celles sur l'islamisation de la sphère publique, contraires aux principes de laïcité inscrits dans la Constitution kirghize de juin 2010, ou encore au sujet de la sauvegarde de l'indépendance de la chaîne TV publique n°5, menacée par le Parlement.

ROZA OTOUNBAEVA OU L'INTERMEDIAIRE DU SALUT NATIONAL EN KIRGHIZIE

Par David Gaüzere / Journaliste indépendant, Expert sur la Kirghizie et le Kazakhstan, Spécialiste de l'Asie centrale et du Caucase post-soviétique
david.gauzere@mail.ru

OBSERVATOIRE STRATEGIQUE ET ECONOMIQUE DE L'ESPACE POST-SOVIETIQUE
Observatoire sous la direction de Philippe MIGAULT, Chercheur à l'IRIS.
migault@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
iris@iris-france.org

www.iris-france.org
www.affaires-strategiques.info